

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
401-1230 Government St.
Victoria
BC
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
800 Burrard Street, 12th floor
800, rue Burrard, 12e étage
Vancouver
British C
V6Z 2V8

Title - Sujet Window Repairs and Glazing SOA	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0103-125091/A	Date 2013-01-23
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-011-6908
File No. - N° de dossier PWY-2-35205 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-02-12	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Anderson, Elaine PWY	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy011
Telephone No. - N° de téléphone (250)363-3298 ()	FAX No. - N° de FAX (250)363-0395
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DND - Base Construction Engineering Office (BCEO) - CFB Esquimalt, Victoria, BC	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

CE DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

- IP01 Introduction
- IP02 Demandes de renseignements
- IP03 Autorité contractante / Représentant du ministère
- IP04 Quantité
- IP05 Obligation de TPSGC
- IP06 Visite des lieux
- IP07 Révision des offres
- IP08 Période de validité des offres
- IP09 Cote de sécurité
- IP10 Sites Web

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS (IG)

- IG01 Code de conduite et attestations
- IG02 L'offre
- IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
- IG04 Taxe sur les produits et services/Taxe de vente harmonisée
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Livraison des offres
- IG08 Révision des offres
- IG09 Rejet d'une offre
- IG10 Coûts relatifs aux offres
- IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Évaluation du rendement
- IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (POC)

- POC01 Généralités
- POC02 Période de l'offre commandes
- POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
- POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-2-35205

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Exigences en matières d'accès, sécurité pour les entrepreneurs Canadiens

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT.

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

APPENDICE 3 - CRITÈRES OBLIGATOIRES

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

APPENDICE 6 - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

-

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IPO)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus un (1) offre à commandes, chacune pour une durée de trois années. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à \$300,000.00 (Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de \$50,000.00 chacune (Taxes comprise). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; NDN attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurés en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.
3. Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 1) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins [5] jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appels d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP03 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Elaine Anderson

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Attribution des marchés immobiliers

401-1230 rue Government

Victoria (C-B), V8W 3X4

Téléphone : (250)363-3298; Courriel: elaine.anderson@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

- 2) Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

IP04 QUANTITÉ

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins, exprimée de bonne foi. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP05 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP06 VISITE DES LIEUX

On recommande au soumissionnaire ou à son représentant de visiter les lieux des travaux. Les offrans qui n'y participent pas ou qui n'envoient pas de représentants pourront quand même présenter une soumission. Toute précision ou modification de la demande d'OC à la suite de la visite des lieux sera incluse dans la demande d'OC, sous la forme d'une modification.

Personne-ressource : Rob McDermot au 250-363-1043.

IP07 RÉVISION DES OFFRES

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrans». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (250)363-3344.

IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

- 1) L'offre ne peut être retirée pour une période de [120] jours suivant la date de clôture de l'invitation.
- 2) Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrans auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.

-
- 3) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 1) de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
 - 4) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 1) de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler la demande d'offre à commande.
 - 5) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 «Rejet d'une offre».

IP09 COTE DE SÉCURITÉ

Ce document contient une exigence en matière de sécurité laquelle est obligatoire pour toute la durée du contrat subséquent (vous référer l'article CS01 des conditions supplémentaires ci-incluses)

- 1) Le soumissionnaire doit détenir une autorisation valide (conformément à la clause 1 des clauses relatives à la sécurité, p. ex., une attestation de vérification d'organisation désignée/sécurité d'installation au niveau de cote de sécurité) selon la section SC01 des Conditions supplémentaires
- 2) Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long de la durée de l'offre à commande. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.
- 3) Pour toutes demandes de renseignements durant l'appel d'offres au sujet des exigences en matière de sécurité du projet, les offrants doivent se conformer aux instructions tel que décrites la clause IP02 "Demandes de renseignements". Pour plus de renseignements sur les exigences de sécurité de TPSGC, les offrants peuvent aussi consulter le site Web suivant : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html> ou communiquer par téléphone au numéro sans frais 1-866-368-4646

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Contrats Canada (Achats et ventes) <https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca/fra/bienvenue>

Sanctions économiques canadiennes <Http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CCUA_

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS

IG01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - OFFRE

1. Les offrants doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les offrants doivent a) répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC, les offres à commandes et tous contrats subséquents, c) présenter des offres et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.

2. En outre, les offrants reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'émission d'une offre à commandes et à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'émission d'une offre à commandes, que l'offrant a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de mettre de côté l'offre à commande et de résilier pour manquement tous contrats subséquents. L'offrant devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de l'offre à commandes découlant de cette DOC ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes.

3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'offrant si :

- a. l'offrant ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux déposant une offre à titre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux déposant une offre dans le cadre de coentreprise, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci le nom du propriétaire. Les offrants déposant une offre à titre de sociétés, de sociétés de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5. L'offrant doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de l'offre de même qu' au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande d'offres à commandes. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.

6. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

7. En présentant une offre, l'offrant atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

8. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette demande d'offres à commandes. De plus, l'offrant atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou

b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou

c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou

d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la, ou

e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de limpt sur le revenu, ou

f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou

g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou

h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

9. Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, l'offrant doit fournir avec son offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation n'a pas été fournie par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de se conformer, l'offre sera déclarée non recevable.

10. Les offrants reconnaissent que le Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande d'offres à commandes, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, ou affilié avec une entité reconnu coupable en vertu de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter:

- le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne
- urgence;
- sécurité nationale;
- santé ou sécurité;
- préjudice économique.

Le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement

IG02 L'OFFRE

1) L'offre doit :

- a) soumise tel qu'indiqué aux instructions de la DOC ;
- b) doit être remplie correctement à tous égards;
- c) être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
- d) être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents DOC où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.

2) Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée l'offre constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés des énoncés ou des chiffres entrés sur le formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

3) Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents DOC.

IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DE L'OFFRANT

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution d'une commande, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a) ce pouvoir de signature;
- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans une demande d'acompte soumise par l'offrant et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre d'une commande subséquente. L'offrant devra verser la somme correspondante l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

Les frais de permis de constructions (s'il y a lieu) seront applicable aux commandes subséquentes. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

Nonobstant toute liste de sous-traitants que l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la l'offre.

IG07 LIVRAISON DES OFFRES

- 1) Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre comme suit :
 Page couverture du dossier d'appel d'offres
 Appendice 1: LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT
 Appendice 3 : Critères Obligatoires
 Appendice 4: Formulaire de proposition de prix
- 2) Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
 - (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes;
- 3) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'appendice 4 - Formulaire de proposition de prix. Le montant total de la TPS ou de la TVH doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. L'enveloppe d'offre doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Demande d'offre à commandes » pour la réception des offres. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des offres. Avant de présenter son offre, l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe d'offre :
- a) numéro de l'invitation;
 - b) le nom de l'offrant;
 - c) l'adresse de retour; et
 - d) l'heure et la date de clôture.
- L'offre doit être en dollars canadiens. La protection de fluctuation du taux de change n'est pas offerte. Toute demande de protection de fluctuation du taux de change ne sera pas considérée.
- 4) La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

IG08 RÉVISION DES OFFRES

- 1) Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
- 2) Une modification d'une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
- 3) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.

IG09 REJET D'UNE OFFRE

- 1. Le Canada n'est tenue d'accepter aucune offre, même la plus basse.
- 2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1. de l'IG10, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant au l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;

b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;

c. l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;

d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans l'offre;

e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;

f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :

i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux à l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou

ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la demande d'offre.

3 Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2. f. i. & ii. de l'IG10, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :

- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
- b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
- c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
- d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.

4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1. 2. et 3. de l'IG10, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :

- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offrants proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;

b. la capacité du l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;

c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.

5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément au alinéas 1., 2., 3. ou 4. de l'IG10, pour des motifs d'instincts de ceux exposés au sous-alinéa 2.f. de l'IG10, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.

6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de demande d'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrants.

IG10 COÛTS RELATIFS AUX OFFRES

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'une DOC. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG11 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

1. Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site [Web Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrants peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et l'établissement d'un contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents d'offres.

IG14 ÉVALUATION DU RENDEMENT

1) Les offrans doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'offrant pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'offrant est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

IG15 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrans sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :

a) l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, participé d'une manière ou d'une autre la préparation de la DOC; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.

b) le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, eu accès des renseignements relatifs la DOC qui n'étaient pas la disposition des autres offrans et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.

2) Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DOC (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. Cet offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.

3) Dans le cas où le Canada l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrans ayant un doute par rapport une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la DOC. En déposant une offre l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (PO)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni

n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.

2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :
 - (a) qu'une commande subséquente une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - (b) que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - (c) que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - (d) que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - (e) que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes sera 1 mars 2013 au 28 février 2016.

POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de \$50,000.00 (TPS ou TVH comprise) pour chacune des commandes subséquentes.

POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit:
 - a) Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir.
 - b) Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifier incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision tel que tel que proposé dans la DOC incluant le(s) permi(s) de construction selon les normes et règlements.

2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 942..
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions?:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe6;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - (a) La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - (b) Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2012-11-19);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2012-07-16);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12)

;

CG9	Assurances	R2590D	(2011-05-16);
-----	------------	--------	---------------

Conditions supplémentaires;

Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail R2940D (2012-07-16);

Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous ;

CG6.4.1		R2950D	(2007-05-25);
---------	--	--------	---------------

Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction
 - (c) Toute modification aux documents de l'offre à commandes qui est apportée conformément aux conditions générales.
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web deTPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
- 3) Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction est intégré par renvoi et est disponible au site [Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).
- 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35205

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT
ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT**

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE**

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Requirement of Work

Work under this standing offer covers the supply of all labour, materials, tools, and equipments, supervision, transportation (to and from the site of work) necessary to provide installation of window films, installation of Lexan, window repairs, replacement and glazing on an as when requested basis for Dept of National Defence, Base Construction Engineering Office (BCEO) at CFB Esquimalt, Victoria BC during the period from date of award for a three year period estimated to being March, 1, 2013 - Feb, 28, 2016 inclusive.

Work areas on lower Vancouver Island include, but are not limited to, the following:

Dockyard, Esquimalt

Naden, Esquimalt

Work Point Barracks, Esquimalt

Bay St. Armouries, Victoria

Heals Range, Brentwood Bay

Colwood Area, Colwood

Albert Head, Metchosin

Rocky Point, Metchosin

Patricia Bay, Sidney

724 Vanalman, Victoria

Malahat Armoury

Lampson Street School

CFMETR

Documents Required

Maintain at job site, one copy of each of the following

Contract Drawings

Specifications

Change Orders

Other modifications to Contract

Manufacturer's installation and application instructions

Site Conditions

The Contractor may be required to supply as-built drawings to show all deviations from the contract drawings.

Work Schedule

Engineer will operate a system of product control as a management control tool.

Contractor is required to provide detailed data concerning his proposed construction schedule. This system will be used to identify, schedule and monitor activities in related areas. The engineer may provide selected project completion dates for each requisition issued. Completion dates which are critical will be mandatory on the requisition.

When requested, provide within 48 hours after a request for estimated job cost, a breakdown of anticipated man hours to complete each project and the commencement and completion date. No work shall begin until the estimate has been examined by the engineer and authorized to proceed

Standard and Critical Requirements

Standard (Normal) projects shall be responded to by the contractor within 48 hours (2 days). Critical / Urgent or IOR Requirements shall be indicated as "Mandatory" on the requisition and must begin within two (2) hours maximum. Contractors must comply with this requirement.

Working Hours

Normal hours shall be between 8:00am and 4:30pm, Monday through Friday, inclusive, excluding Saturday, Sunday and statutory holidays. While it is not intended by the crown to utilize the Overtime hours, response to this request shall be interpreted to mean the Bidder is willing to work outside normal working hours should it become necessary. Work on weekends to suit the contractor may be granted upon approval of the engineer, except that the engineer will not entertain any claims for overtime. Work time paid for will be productive time on the job site only. Work to be performed in a timely and satisfactory manner to the approval of the Engineer. The hourly labour rates shall include all Costs necessary for labour, materials, tools, equipment, transportation, supervision and overhead provided to complete the work.

Contractor's Use of Site

Obey posted speed limits.
Movement around the site is subject to security as laid down by DND. Ensure that all such regulations are strictly adhered to.
Observe and enforce construction safety measurements required by Canadian Safety Code, Provincial Government, Workers' Compensation Board and municipal statutes and authorities.

When requested supply to the Base Security officer a list of employees on the jobs site. Contractors shall obtain a pass for access to the dockyard and other certain restricted areas.

Store materials and equipment where directed by the Engineer.

Park vehicles where directed by the Engineer

Comply with the requirements of the Base Fire Service.

Do not unreasonably encumber site with materials or equipment.

Maintain adequate access to project site.

Codes and Standards

Perform work in accordance with National Building Code of Canada (NBC) 2010 and any other code of provincial or local application provided that in any case of conflict or discrepancy, the more stringent requirements shall apply.

Meet or exceed requirements of contract documents, specified standards, codes and referenced documents.

Cutting Fitting and Patching

Execute cutting, fitting and patching required to make work fit properly.

Obtain Engineer's approval before cutting, boring or sleeving load bearing member.

Existing Services

Where works involves breaking into or connecting to existing services, carry out work at times directed by governing authorities, with minimum of disturbance to pedestrian and vehicular traffic.

Alterations, Additions or Repairs to Existing Building

Execute work with least possible interference or disturbance to occupants, public and normal use of premises. Arrange with Engineer to facilitate execution of work.

Provide temporary barriers and warning signs in locations where work is adjacent to areas used by public or governing staff.

Provide temporary dust screens, barriers, warning signs in locations where work is adjacent to areas by public of government staff as directed by Engineer.

Trade

The principal trade required to perform the work specified in this agreement is:

- Glaziers and Helpers -

Sub Trades

Subcontracting of Lexan installation shall be the only sub trade permitted to be subcontracted

No subcontracting of the principal trade under this agreement shall be permitted without the express written permission of the Contracting Authority (PWGSC). Permission to subcontract the principal work shall only be considered under exceptional circumstances on a case by case basis.

The offeror shall not be authorized to subcontract to any contractor holding any part of the same Standing Offer.

Replacement of Personnel

When specific persons have been named in the Contract as the persons who must perform the Work, the Contractor shall provide the services of the persons so named unless the Contractor is unable to do so for reasons beyond its control.

If at any time the Contractor is unable to provide the services of any specific person named in the Contract, it shall provide a replacement person with similar qualifications and experience. The Contractor shall, within three (3) Calendar days, give notice to the Minister of:

The reason for the removal of the named person from the Work;

The name, qualifications and experience of the proposed replacement person; and proof that the person has the required security clearance granted by Canada, if applicable.

The Minister may order the removal from the Work of any such replacement person and the Contractor shall immediately remove the person from Work and shall, in accordance with subsection (2), secure a further replacement.

The fact that the Minister does not order the removal of a replacement person from the Work shall not relieve the Contractor from its responsibility to meet the requirements of the contract.

Power and Water Supply

DND can provide, free of charge, temporary electric power and water for construction purposes.

Engineer will determine delivery points and quantitative limits. Engineer's written permission is required before any construction is made, Connect to existing power supply in accordance with Canada Electrical Code.

Provide, at no cost to DND, all equipment and temporary lines to bring these services to project site.

Supply of temporary services by DND is subject to DND requirements and may be discontinued by DND site representative at any time without notice, without acceptance of any liability for damage or delay caused by such withdrawal of temporary services.

Scaffolding and Shoring

Construct and maintain scaffolding in rigid, secure and safe manner.
Erect scaffolding independent of walls. Remove promptly when no longer required. Refer to section herein for Safety Requirements for scaffolding.

Disposal of Waste

Do not bury rubbish and waste materials on site unless approved by Engineer.
Do not dispose of waste or volatile materials, such as mineral spirits, oil or paint thinner into waterways, storm or sanitary sewers.

Site Cleanup

On completion of work, the contractor will remove all temporary structures, debris, rubbish, etc. Clean up the site and leave same neat and tidy to the satisfaction of the Engineer.

Safety Requirements Section 01545**Construction Safety Measures**

Observe and enforce construction safety measures required by National Building Code, 2010, Provincial Government, Workers' Compensation Board and municipal statutes and authorities.

The Contractor must ensure compliance on his part and on the part of all his subcontractors with the standards of Part II Canada Labour Code and the current Occupational Health and Safety Regulations, as well as compliance with Workers' Compensation Act and Regulations and Canada Labour Code Part II, and Occupational Health and Safety Regulations, the most stringent provision applies.

In event of conflict between any provisions of above authorities the most stringent provision governs.

It is the Contractors responsibility to provide for the safety of his workmen.

Overloading

Ensure no part of work is subjected to a load which will endanger its safety or will cause permanent deformation.

False Work

Design and construct false work in accordance with CSA S269. 1-1975

Scaffolding

Design and construct scaffolding in accordance with CSA S269. 2-M1980.

Material and Equipment - Section 01600 - General

Use new material unless otherwise specified.

Provide material and equipment of specified quality.

Use products of one manufacturer for material and equipment of same type of classification unless otherwise specified.

Manufacturer's Instructions

Unless otherwise specified, comply with manufacturer's latest printed instructions for materials and installation methods.

Notify Engineer in writing of any conflict between these specifications and manufacturer's instructions. Engineer will designate which document is to be followed.

Fastening - General

Provide metal fastenings and accessories in same texture colour and finish as base metal in which they occur. Prevent electrolytic action between dissimilar metals. Use non-corrosive fasteners, anchors and spacers for securing exterior work.

Space anchors within limits of load bearing or shearing capacity and ensure that they provide positive permanent anchorage. Wood plugs not acceptable.

Keep exposed fastenings to minimum, space evenly and lay out neatly.

Fastenings which cause spalling or cracking of material to which anchorage is made are not acceptable.

Delivery and Storage

Deliver, store and maintain packaged material and equipment with manufacturer's seals and labels intact.

Prevent damage, adulteration and soiling of material during delivery, handling and storage. Immediately remove rejected material from site.

Store material in accordance with supplier's instructions.

Touch-up damaged factory finished surfaces to Engineer's satisfaction. Use primer or paint to match original.

Conformance

When material is specified by standard or performance specifications, upon request of Engineer, obtain from manufacturer or an independent testing laboratory report, stating that material or equipment meets or exceeds specified requirements.

Construction Equipment and Plant

On request, prove to the satisfaction of Engineer that construction equipment and plant are adequate to manufacture, transport, place, and finish work to quality and production rates specified. If inadequate, replace or provide additional equipment or plant as directed.

Maintain construction equipment and plant in good operating order.

The Contractor shall be responsible for all tools and equipment necessary to complete the work. Those that are to be included in the hourly rate include, but are not limited to, power and hand tools incidental to the trade.

Glazing - Section 088/00 - Part 1 - General - Samples

When requested please submit samples of material for approval by Engineer.

Part 2 - Products - Glass Materials

Clear sheet glass: to CAN2-12.2-M76+Amdt-Aug-78, A quality

Polished plate or float glass: to CAN2-12.3-M76+Amdt-Jan-80, glazing quality of thickness indicated.

Wired glass: to CAN2-12.11-M 76, Type 1 or 2 as specified, wire mesh style 3, 6 or 10 mm thick as specified.

Insulating glass units: Only insulating glass units listed on CGSB Qualified Products List are acceptable for use on this project.

Safety glass: to CAN2-12.1-M79, Type 1 or 2, Class A or B as specified of thickness indicated.

Mirrors: to CAN12.5-M76+Amdt-Dec-76, silvered Type 1A, 1B, 2, 6 mm thick, unframed, ground and polished edges, frames with stainless steel edging and supported with tamperproof fasteners, concealed or sizes indicated.

Lexan: Trademarked name of Polycarbonate sheet, 6mm to 13 mm thick.

Glazing and Sealing Compound Materials

Only compounds listed on the CGSB Qualified Products List are acceptable for use on this project.

Sealant compound: one component silicone rubber, to CAN2-19.13-M82, gun grade, colour as specified.

Glazing tape : performed butyl tape, 10-15 durometer hardness, paper release, grey or black colour.

Part 3 - Execution - Workmanship

Remove protective coatings and clean contact surface with solvent and wipe dry.

Apply primer-sealer to contact surfaces.

Place setting blocks as per manufacturer's instructions.

Install glass, rest on setting blocks, ensure full contact and adhesion at perimeter.

Install removable stops, without displacing tape or sealant.

Provide edge clearance of 3mm minimum.

Insert space shims to centre glass in space. Place shims at 600 mmoc and keep 6 mm below sight line.

Apply sealant to uniform and level line, flush with sight line and tooled or wiped with solvent to smooth appearance.

Do not cut or abrade tempered, heat treated or coated glass.

Provide adequate edge clearances for plastic glazing sheet in accordance with manufacturer's instructions.

Exterior Glazing - Dry method - tape / tape and sealant:

Cut glazing tape to proper length and set against permanent stops, 5 mm below sight line. Install horizontal strips first, extend over entire width of opening before applying vertical strips. Weld corners together by butting tape and dabbing with sealant.

Place glazing tape on glass in manner described above.

Combination method - tape / sealant

Cut glazing tape to proper length and set against permanent stops, 5 mm below sight line. Install horizontal strips first, extend over entire width of opening before applying vertical strips. Weld corners together by butting tape and dabbing with sealant.

Fill gap between glass and applied stop with sealant to depth equal to bite of frame and glass but not more than 10 mm below sight line.

Wet method - sealant / sealant

Apply sealant to back and bottom of rabbet.

Bed glass in position with sealant.

Fill gap between glass and stops with sealant to depth equal to bite of frame and glass but not more than 10 mm below sight line.

Lock strip gasket method

Unpack and lay out gaskets on flat warm area to permit recovery of shape.

Install gaskets under compression from corners inward.

Drain infiltration moisture to exterior through drain holes in sill.

Install locking strip and gasket assembly to manufacturer's instruction.

Interior Glazing - Dry method - tape / tape

Cut glazing tape to length and install against permanent stop, project 1.5 mm above sight line.

Place glazing tape on free perimeter of glass in same manner described below.

Combination method - tape / sealant

Cut glazing tape to proper length and install against permanent stop, projecting 1.5 mm above sight line.

Fill gap between glass and applied stop with sealant depth equal to bite frame on glass to uniform and level line.

Trim off excess tape to sight line.

Wet method - compound / compound

Apply sealant to back and bottom of rabbet.

Bed glass in position with sealant.

Locate and secure glass using spring wire clips or glaziers' clips.

Fill gaps between glass and stops with compound until flush with sight line and tool to smooth straight line.

Lexan installation

Have all edges of the Lexan rounded over using router

Have Lexan pre-drilled, and pre-drill window frame

Clean inside of window and remove protective film from inside of Lexan sheet and clean

Attach Lexan using stainless steel tamperproof screws and grommet at a minimum of 100mm evenly spaced along the edge

Remove outer film and clean Lexan and surrounding area

Spline method:

Install spline to permanent stop and install glass.

Apply removable stops and spline and secure in place.

Mirror Installation

Install mirrors where indicated

Finishing

Immediately remove sealant and compound droppings from finished surfaces. Remove labels after work is completed.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35205

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE 3- EXIGENCES OBLIGATOIRES :

Les propositions qui ne respectent pas les exigences obligatoires suivantes seront jugées irrecevables.

- Nous _____ (nom de l'entreprise) attestons avoir réalisé des travaux semblables à ceux indiqués dans la présente proposition. **OUI** **NON**
- Fournir les renseignements suivants pour deux (2) projets réalisés au cours des trois (3) dernières années qui sont de taille et de portée similaire.

1. Nom et adresse des installations

Une brève description des travaux exécutés.

La valeur du marché :

Nom et numéro de téléphone de la personne-ressource pour le projet :

2. Nom et adresse des installations :

Une brève description des travaux exécutés.

La valeur du marché :

Nom et numéro de téléphone de la personne-ressource pour le projet :

- Chaque tâche **DOIT** comprendre au moins une personne détenant une carte de qualification en vitrage. Cette personne doit être qualifiée pour gérer les auxiliaires qui travaillent avec lui.
OUI **NON**

Combien d'employés détiennent couramment une carte de qualification en vitrage? _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-2-35205

-
- Fournir une photocopie de la carte de qualification en vitrage de chaque employé identifié.
 - Jointe à la soumission. **OUI** Sera envoyée après la clôture des soumissions **OUI**
 - Les soumissionnaires doivent embaucher uniquement du personnel qualifié et expérimenté pour les travaux indiqués.
OUI **NON**
 - Fournir le nom et le titre de la personne qui sera le point de contact pour les commandes ainsi que le nom et les compétences du personnel courant qu'on prévoit travaillera sur l'OC.

APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

- .1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. «Coût net» désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses
- .3 Les prix inscrits dans la section de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.
 - .1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur
 - .2 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.
 - .3 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit:
 - .1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
 - .2 temps de déplacement;
 - .3 transport/dépenses d'automobile;
 - .4 outils;
 - .5 coûts indirects et le profit;
 - .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre

4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés.

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

BARÈME A) Années un et deux

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux et d'installation	Unité	Heures/ quantité prévus	Prix unitaire	Prix total estimatif
				\$	\$
1..	Taux horaire, y compris la durée du parcours et toutes dépenses connexes. a) Pendant les heures normales : de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi i) Vitrier ii) Aide de corps de métier b) Hors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée de samedi, le dimanche et les jours fériés i) Vitrier ii) Aide de corps de métier	 par heure par heure par heure par heure	 300 300 10 10	 \$ \$ \$ \$ \$	 \$ \$
2.0	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation de matériaux non spécifiés, les pièces de remplacement, permis et certificats nécessaires (100 000 \$ + % de majoration =)	100 000 \$		_____ %	\$
Sous-total A) : Quantité totale estimative – Années 1 et 2 (TPS/TVH en sus)					\$

BARÈME B) Année 3

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux et d'installation	Unité	Heures/ quantité prévus	Prix unitaire	Prix total estimatif
				\$	\$

1..	Taux horaire, y compris la durée du parcours et toutes dépenses connexes.				
	a) Pendant les heures normales : de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi				
	i) Vitrier	par heure	150	\$	\$
	ii) Aide de corps de métier	par heure	150	\$	\$
	b) Hors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée de samedi, le dimanche et les jours fériés				
	i) Vitrier	par heure	5	\$	\$
	ii) Aide de corps de métier	par heure	5	\$	\$

2.0	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation de matériaux non spécifiés, les pièces de remplacement, permis et certificats nécessaires (50 000 \$ + % de majoration =)	50 000 \$	_____ %	\$
Sous-total B) : Quantité totale estimative – Année 3 (TPS/TVH en sus)				\$

Col. 1	Col. 2	Col. 3
Total partiel BARÈME A) Durée Années un et deux	Total partiel BARÈME B) Année3	Prix total évalué (col.1 + col.2 = col.3)
_____ \$	_____ \$	_____ \$ TPS/TVH en sus

CONTACTS DU FOURNISSEUR: Les noms, titres et numéros de téléphone des membres du personnel permanent de l'offrant approuvés pour recevoir des demandes des utilisateurs désignés

NOM	TITRE	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE.	COURRIEL
-----	-------	-------------------------	----------

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35205

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

SIGNATURE:

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (écrire en caractères d'imprimerie)

Signature

Date

APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

ANNEXE D

Formulaire de rapport d'usage périodique

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : _____

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

RAPPORT «NÉANT»: Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période
_____.

PRÉPARÉ PAR :

NOM : _____

SIGNATURE _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-125091/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35205

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TÉLÉPHONE : _____

APPENDICE 6 - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine										2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction									
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance										3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant									
										Address - adresse									
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Window repairs and glazing for all areas of CFB Esquimalt.																			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o				Ye s			
												N				Ou			
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o N o n				Ye s Ou i			
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis																			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)										<input checked="" type="checkbox"/>		No Non				Yes Oui			
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.												N o N o n		<input checked="" type="checkbox"/>		Ye s Ou i			
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?										<input checked="" type="checkbox"/>		N o N o n				Ye s Ou i			

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?																No		Y e s
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :																		
Document Number / Numéro du document:																		
P																		
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?																No		Y e s
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?																No		Y e s
P																		
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS																		
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?																No		Y e s
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?																No		Y e s
PRODUCTION																		
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment																No		Y

occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?																<input checked="" type="checkbox"/>	o		e
																	N		O
																	n		ui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)																			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?																<input checked="" type="checkbox"/>	N		Y
																	n		ui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?																<input checked="" type="checkbox"/>	N		Y
																	n		ui
PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)																			
For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises. Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.																			
For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.																			
SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF																			
Category Catégorie																			

PROTECTED
PROTÉGÉ
CLASSIFIED CLASSIFIÉ
NATO
COMSEC
A
B
C
CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL
SECRET
TOP
SECRET

TRÈS SECRET
NATO
RESTRICTED
NATO
DIFFUSION
RESTREINTE
NATO
CONFIDENTIAL
NATO
CONFIDENTIEL
NATO
SECRET
COSMIC
TOP
SECRET
COSMIC
TRÈS SECRET
PROTECTED
PROTÉGÉ

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL
SECRET
TOP
SECRET
TRÈS
SECRET
A
B
C
Information /Assets
Renseignements / Biens
adfgasdf
Production

IT Media /
Support TI
IT Link /
Lien électronique

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée

« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

No

Yes

No
n

Oui

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments). Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

No

Yes

No
n

Oui